

## Etats-Unis : Défense et politique étrangère

JUIN 2013

Maya Kandel, IRSEM, chargée d'études Etats-Unis / Relation transatlantique

### Sommaire

Syrie, printemps arabes.....	1
Bahreïn .....	3
Iran .....	3
Relation transatlantique.....	3
Drones & armement.....	4
Bilan Obama .....	5
AFRICOM / droits de l'homme .....	5
Armée-nation .....	5
Renseignement.....	6
Soft Power chinois.....	6

### Syrie, printemps arabes

- [Jeffrey Goldberg, "Pentagon Shoots Down Kerry's Syria Airstrike Plan", Bloomberg, Jun 18, 2013](#)

Article très intéressant sur les divisions au sein de l'administration Obama sur la Syrie, divisions qui traversent jusqu'aux institutions, comme on peut également le constater au Congrès (voir l'article ci-dessous), et qui participent à l'impression de flou voire de vide du leadership américain en Syrie. Obama a exprimé ses réticences et craintes dans une interview récente sur le *Charlie Rose Show*. Ici, l'article fait un compte-rendu d'une réunion de juin dernier, où la division entre Pentagone et département d'Etat a éclaté au grand jour sous la forme d'une dispute entre Kerry et Dempsey (dispute qui rappelle un épisode similaire entre Albright et Powell au sujet de la Bosnie : Albright avait apostrophé Powell pour savoir « à quoi sert donc d'avoir une superbe armée si c'est pour ne pas s'en servir » - elle réclamait des frappes en Bosnie, donnant lieu à ce commentaire de Powell : « j'ai cru que j'allais avoir une attaque »).

Sur la Syrie, Dempsey n'a pas frôlé l'attaque, mais sa réaction montre clairement que l'armée américaine, éprouvée par les guerres d'Irak et d'Afghanistan et frappée par la séquestration, n'est guère motivée pour intervenir en Syrie – alors que pour Kerry, seule une intervention aérienne américaine pourrait prouver au monde et surtout à Assad et au Hezbollah que les Etats-Unis ne bluffent pas quand ils parlent de renverser le rapport de force sur le terrain. On notera cependant que le Pentagone ne s'est pas exprimé publiquement contre une intervention en Syrie – ce qui montre que la Maison Blanche hésite encore / ou craint peut-être d'être contrainte à une implication plus importante, et ne veut pas être hantée plus tard par des propos officiels militaires qui en auraient dénoncé les dangers.

- [Jeremy Herb, "Obama faces backlash on Syria", \*The Hill\*, June 30, 2013](#)

Le Congrès et la Syrie: alors que jusqu'ici on avait surtout entendu la voix des faucons (les « suspects habituels », McCain et Graham en tête, mais aussi plusieurs voix démocrates dont le sénateur Menendez), l'annonce par la Maison Blanche de livraison d'armes légères aux rebelles le mois dernier a déclenché une contre-offensive des anti-interventionnistes. On constate sans surprise une « alliance des extrêmes » entre les libertaires et certains Tea Party d'un côté, et les plus libéraux et anti-guerre du parti démocrate de l'autre. Plus intéressant, l'utilisation qui est faite de la loi d'autorisation de la force militaire (AUMF pour "*Authorization for the Use of Military Force*") de 2001 : cette loi très large est toujours invoquée par l'administration pour justifier par exemple de la légalité des éliminations ciblées, alors même qu'elle autorise la force « contre les pays, groupes ou individus impliqués dans les attentats du 11 septembre 2001 » - dans la pratique, dès qu'un groupe a une affiliation avec Al Qaeda, même s'il s'agit d'une franchise locale et/ou récente et alors qu'Al Qaeda n'est pas citée nommément dans l'AUMF 2001.

Or dans le cas de la Syrie elle est invoquée pour dire qu'il serait donc illégal de financer des groupes armés qui combattent aux côtés d'Al Qaeda. Au-delà, ce que cet article met en évidence c'est qu'il y a au Congrès aujourd'hui un groupe bipartisan en faveur d'une implication américaine en Syrie, mais également un groupe bipartisan qui y est opposé. Par ailleurs, les commissions du renseignement ont pour l'instant refusé de reprogrammer les fonds nécessaires pour financer la CIA qui devait filtrer les groupes et organiser les livraisons (du moins officiellement, car officieusement des informations font état de l'implication de la CIA depuis 2012 au moins pour superviser les livraisons et distributions d'armes venant de pays alliés aux Etats-Unis). Les parlementaires ont demandé à l'administration de revoir sa copie et de revenir avec un nouveau plan.

- [Kristin Archick, Derek E. Mix, "The United States and Europe: Responding to Change in the Middle East and North Africa", \*Congressional Research Service\*, June 12 2013](#)

Rapport essentiellement descriptif mais très utile qui compare les positions et politiques des Etats-Unis et de l'UE vis-à-vis du Moyen-Orient (dont Afrique du Nord) depuis les printemps arabes. Il suggère une coopération accrue voire même un leadership européen sur la région MENA (*Middle East North Africa*).

## Bahreïn

- [Richard McDaniel, "No Plan B: U.S. Strategic Access in the Middle East and the Question of Bahrain", Brookings Institution, June 24 2013 \(39 pages\)](#)

Intéressant rapport de la Brookings, qui analyse l'importance de la base stratégique américaine à Bahreïn et considère la nécessité pour Washington d'envisager un plan B en cas de perte de la base. Motivation : l'instabilité politique croissante, et la poursuite de la déstabilisation régionale conséquence des printemps arabes, dont personne ne sait jusqu'où elle ira. La démographie de Bahreïn en fait un pays à risque en cas de poursuite des affrontements sur une ligne de fracture sunnite/chiite (majorité chiite à Bahreïn mais dirigeants sunnites – cf. l'intervention à Bahreïn des pays du CCG début mars 2011, dont 12 000 soldats saoudiens). Toujours est-il que Washington n'avait rien dit en 2011 face à la reprise en main musclée par l'Arabie Saoudite, et la plupart des experts et politiques considèrent que Etats-Unis et Arabie Saoudite ne laisseraient pas la situation se détériorer avec le risque que Washington perde le QG de la V<sup>ème</sup> flotte. Mais l'histoire récente n'a pas été tendre vis-à-vis de telles certitudes (les exemples historiques cités ici sont les Philippines et l'Iran). Il convient donc de prendre en compte la possibilité d'un « cygne noir » car la base de Bahreïn est au cœur de la stratégie américaine dans Golfe et sa perte remettrait l'ensemble en question. Les plans B envisagés sont le Qatar et le Koweït.

## Iran

- [Suzanne Maloney, "Election Revives Washington's Wariness Of Iranian Moderates", Brookings, June 20 2013](#)

Excellent tour d'horizon des réactions à Washington après l'élection présidentielle iranienne, par la spécialiste Iran de la Brookings, Suzanne Maloney, qui témoigne très souvent devant les commissions concernées du Congrès et donne donc un bon aperçu des réactions sur la colline du Capitole, bastion de la ligne dure et origine des sanctions contre l'Iran. Pour elle, il y a un tel scepticisme au Congrès, et une telle suspicion à Washington en général, vis-à-vis des intentions iraniennes, quel que soit le chef de l'Etat, que cela pourrait torpiller toute possibilité de négociation avec Téhéran. Pour l'instant, les parlementaires américains semblent en *stand-by* (ou occupés par d'autres sujets) et n'ont pas poursuivi sur leur menace de voter de nouvelles sanctions encore plus dures. Pour info, le papier contient des liens utiles aux différents témoignages exprimés lors de l'audition récente de la Commission des affaires étrangères de la Chambre sur l'Iran.

## Relation transatlantique

- [Jeff Lightfoot, "Obama Should Call for German Leadership", The National Interest, June 18, 2013](#)

Un article très révélateur de la tendance actuelle de Washington de réduire l'Europe à l'Allemagne et de s'adresser à Berlin de plus en plus sur tous les sujets transatlantiques. Il y a là un réflexe très américain d'aller « *where the money is* »... On l'a vu aussi sur l'affaire de la NSA, où Obama a téléphoné à Merkel et prévu une réunion entre officiels américains et allemands sur le sujet. Signe également de l'habileté américaine qui consiste à s'adresser soit à Bruxelles soit aux capitales en

bilatéral au gré de leurs objectifs (mais les Européens en sont conscients, ... non ?). S'agissant du leadership sur les questions de politique étrangère et de défense cependant, les Américains risquent d'être déçus – ou d'attendre longtemps – s'ils comptent sur les Allemands. Pour reprendre l'expression d'un ami : « le pragmatisme se confond parfois avec le simplisme ».

## Drones & armement

- [Daniel Byman, "Why Drones Work: The Case for Washington's Weapon of Choice", \*Foreign Affairs\*, July/August 2013](#)
- [Audrey Kurth Cronin, "Why Drones Fail: When Tactics Drive Strategy", \*Foreign Affairs\*, July/August 2013](#)

Les drones sont à la une de la dernière édition papier de *Foreign Affairs*, sous ce titre « La mort venue d'en haut : les drones valent-ils le coup ? ». Deux articles, deux points de vue opposés : « pourquoi les drones marchent » vs. « pourquoi les drones ne marchent pas ». Quoique à y regarder de plus près, il faut bien préciser : dans les deux cas, les drones sont considérés comme une arme efficace du point de vue tactique, et particulièrement en phase avec l'humeur actuelle de l'Amérique : *war fatigue*, volonté de désengagement, pas de *boots on the ground*, et économies budgétaires en priorité.

Ce qui fait la différence de point de vue entre les deux articles, c'est la valeur des drones sur le plan stratégique. Les deux articles s'interrogent en priorité sur les effets contre-productifs des éliminations ciblées. Pour le premier article, la stratégie fonctionne ; la seule interrogation porte sur les *signature strikes* qu'il convient de limiter. En revanche, pour le second article, si l'on considère que la politique contre-terroriste américaine a trois objectifs : défaire Al Qaeda, contenir les conflits locaux, et préserver la sécurité des Américains, alors la stratégie est a priori erronée car l'auteur considère que les éliminations ciblées ont conduit Al Qaeda à « métastaser » partout ce qui signifie plus de conflits à terme.

Enfin, les deux articles font le même constat : il manque des études sérieuses sur les victimes civiles des frappes de drones ; et sur la structure organisationnelle des groupes terroristes pour évaluer l'impact des éliminations ciblées sur l'efficacité de ces groupes.

- [William Hartung, "Just How Many Weapons Can America Sell", \*Foreign Policy\*, July 2, 2013](#)

Article sur le caractère particulièrement "*export-friendly*" de l'administration Obama, qui a présidé à la plus importante croissance des exportations d'armement de l'histoire américaine. Ainsi, en 2011, les accords de vente d'armes des Etats-Unis ont représenté en valeur 66 milliards de dollars, soit 78% du marché mondial. L'assouplissement des règles à l'exportation a été au cœur des efforts de l'administration Obama depuis 2009. Mais l'auteur de l'article met en garde contre un trop grand laxisme, porteur de risques, alors que la part des Etats-Unis dans les ventes mondiales ne peut sans doute plus guère augmenter. Le défi en revanche risque de venir des pays qui développent des alternatives *low cost* aux systèmes d'armes américains, à commencer par la Chine (sur le marché des drones par exemple).

## Bilan Obama

- [Steve Coll, "Hard on Obama", \*The New York Review of Books\*, July 11, 2013](#)

Compte-rendu à la manière de la *New York Review of Books* du livre de Vali Nasr, *Dispensable Nation* (Doubleday, 2013), qui en présente le contenu de manière exhaustive et critique. Le livre de Nasr est très critique à l'égard de l'administration Obama, dont il considère qu'elle a poursuivi la pratique de Bush de militarisation de la politique étrangère, aux dépens du département d'Etat ; surtout, Nasr condamne la passivité et le désengagement actuels, qu'il voit comme la caractéristique principale de cette administration, aux dépens de l'influence des Etats-Unis dans le monde. Les critiques les plus féroces portent sur le Moyen-Orient, où Nasr considère qu'Obama n'a été que réactif, et que la conséquence, un retrait américain, est dangereuse. On sent une part de frustration dans l'attitude de Nasr, qui n'a pas digéré en particulier le peu de cas fait des conseils de son mentor, Richard Holbrooke, lorsque celui-ci était responsable de la région AfPak.

- [Greg Sargent, "Obama says GOP obstruction of nominations is 'unprecedented.' What if he's right?", \*The Washington Post\*, June 4, 2013](#)

Aux Etats-Unis, un grand nombre de nominations doivent être confirmées par un vote du Sénat. Si le processus ne cesse de s'allonger au fil des années, il a atteint des niveaux sans précédent sous Obama, au point de perturber le fonctionnement normal de la diplomatie américaine et de porter atteinte à l'efficacité du département d'Etat par exemple, où de nombreux postes sont toujours vacants alors que Kerry a pris ses fonctions depuis six mois. Obama ne cesse de dénoncer les manœuvres républicaines, qui utilisent le blocage des nominations comme un autre moyen de faire obstruction à sa politique : sur l'ensemble de son mandat, chaque nomination a dû attendre en moyenne 224 jours avant d'être confirmée. Cet article propose des liens à plusieurs études plus précises sur cette question.

## AFRICOM / droits de l'homme

- [Eric Schmitt, "Military Says Law Barring U.S. Aid to Rights Violators Hurts Training Mission", \*The New York Times\*, June 20, 2013](#)

Alors que l'Amérique réduit son empreinte militaire et privilégie les partenariats, des voix s'élèvent chez les militaires pour demander un « assouplissement » des dispositions de l'amendement Leahy (sénateur démocrate) de 1997 : cet amendement interdit toute forme d'aide américaine (y compris formation et entraînement) à une armée coupable d'exactions / violations des droits de l'homme. Il est intéressant de voir que les plus critiques sont des militaires d'AFRICOM ainsi que le commandant des forces spéciales, l'Amiral McRaven.

## Armée-nation

- [Karl Eikenberry and David Kennedy, "Americans and Their Military, Drifting Apart", \*The New York Times\*, May 26, 2013](#)

Article très intéressant sur le fossé croissant entre la société américaine et ses forces armées. Depuis la suppression de la conscription à la fin de la guerre du Vietnam, en 1973, le fossé s'est accru (logiquement). Quelques chiffres révélateurs : moins de 0,5% de la population porte les armes aujourd'hui, contre 12% pendant la Seconde Guerre mondiale. Au Congrès, l'évolution est particulièrement frappante : dans les années 1970, 70% des parlementaires étaient des vétérans, contre moins de 20% aujourd'hui (mais que dire de la France...). Conséquence encore, seul un infime pourcentage des parlementaires a des enfants dans les forces armées. A l'inverse, la majorité des militaires américains ont des parents et/ou enfants eux-mêmes militaires, ce qui participe à la création d'une « caste militaire », évolution que les auteurs considèrent comme dangereuse. Enfin, alors que les engagements militaires américains à l'étranger n'ont fait qu'augmenter, le mouvement vers une armée de plus en plus technologique rend les guerres encore plus distantes, voire invisibles pour la société américaine dans son ensemble.

## Renseignement

- [Jonathan Stray, "FAQ: What You Need to Know About the NSA's Surveillance Programs", ProPublica, June 27, 2013](#)

Une foire aux questions qui fait un bon résumé sur le programme de la NSA, avec surtout des liens utiles aussi bien à des articles détaillés sur le contenu des révélations de Snowden, mais aussi aux textes de lois du Congrès qui ont rendu PRISM possible (et légal, quoique certains points sont discutés par des lecteurs informés, dans la section « commentaires »).

- [Robert O'Harrow Jr., "The outsourcing of U.S. intelligence raises risks among the benefits", The Washington Post, June 10, 2013](#)

L'affaire PRISM/NSA a relancé le débat aux Etats-Unis sur le recours croissant à des sociétés privées pour la mise en œuvre des politiques de sécurité nationale, et en particulier dans le domaine du renseignement. Le *Washington Post* a ainsi calculé que 1 931 entreprises travaillent pour la communauté du renseignement aux Etats-Unis, ce qui représente un employé sur quatre. Dans un briefing récent au Congrès, le directeur du renseignement national (DNI) avait également déclaré que 70% du budget total du renseignement américain allait désormais à des entreprises privées.

## Soft Power chinois

- [Scott Moskowitz, "Beijing Does It Better; The Charm Offensive And Chinese Soft Power", Foreign Affairs, June 9 2013](#)

Article sur le soft power chinois, en réaction à un article de Joseph Nye, inventeur du concept et qui aime tourner en ridicule les efforts chinois en la matière. L'article y répond d'abord par un constat : il est facile mais hors sujet pour les Occidentaux de se moquer des efforts chinois car ils n'en sont pas les principaux destinataires. C'est ce que l'auteur appelle la « stratégie des Jeux Olympiques » : se concentrer sur les disciplines les moins prestigieuses et à la fin gagner le plus de médailles, devant les

Américains (JO de 2008). Ou encore, comme le dit l'auteur, il est plus important pour les Chinois de cultiver les perceptions positives chez les pays pauvres mais riches en ressources qu'en Occident. Et ils y parviennent, comme le montrent les résultats des enquêtes « Pew Global Attitudes », cités dans l'article.

**Je me permets de vous signaler mes dernières publications /interventions :**

[« Le débat américain sur l'assassinat ciblé »](#) (*La Voie de l'Épée*, 29/6/13)

[« Barack Obama et le reste du monde »](#) dans la *Matinale de France Culture*, avec André Kaspri (25/6/13)

[« Stratégie américaine en Afrique, une présence discrète mais qui s'affirme »](#) (*Armées d'Aujourd'hui*, juin 2013)

[« Défense américaine, entre défis extérieurs et contraintes intérieures »](#) (*Revue Défense Nationale*, mai 2013)

[« L'Europe et la seconde administration Obama »](#) (*P@ages Europe*, mai 2013)

**Et bien sûr vous pouvez toujours suivre mon compte Twitter ([@mayakandel](#)) de veille sur les Etats-Unis (politique étrangère, défense, Congrès).**